

Objet : Analyse du sondage Ifop/SIG du week end

1/ les Français accordent toujours un certain bénéfice du doute aux orientations du nouveau gouvernement, même si la crise de confiance le rattrape.

Le jugement des Français sur les mesures et orientations annoncées par le nouveau gouvernement s'est **légèrement dégradé depuis une semaine** :

- **quant à leur sens général** : 46% des Français jugent qu'elles vont « dans le bon sens », soit 3 points de moins qu'il y a une semaine. 52% (+4 points) considèrent désormais que ces mesures et orientations vont plutôt dans le mauvais sens.

L'effritement se situe principalement à gauche, même si le soutien reste majoritaire : 54% des sympathisants de gauche jugent qu'elles vont dans le bon sens, (-5 points), et 65% des sympathisants de la majorité (-7 points).

A droite, l'approbation reste stable (49% chez les sympathisants UMP et près de 70% à l'UDI). Elle baisse cependant de 8 points chez les sympathisants MODEM (61%).

L'opposition provient essentiellement des sympathisants FN (27%), mais aussi de ceux qui ne déclarent pas de sympathie partisane (29% seulement jugent que les mesures vont dans le bon sens).

- **quant au jugement sur leur efficacité** : 36% des Français pensent qu'elles **permettront de relancer l'économie** et 34% de **diminuer les déficits**, soit 5 et 7 points de moins que la semaine dernière (41% jugeaient alors qu'elles « permettraient de relancer l'économie et de diminuer les déficits » - la question ayant cependant été divisée en deux propositions, des effets de périmètre peuvent venir perturber la comparaison).

A gauche, 47% pensent que le gouvernement va ainsi pouvoir relancer l'économie et 48% diminuer les déficits, contre 53% la semaine passée.

A droite, un tiers des sympathisants jugent ces mesures à même de relancer l'économie. 47% des sympathisants UDI et 30% des UMP pensent qu'elles vont diminuer les déficits.

Ce scepticisme grandissant n'est pas en soi alarmant. Les jugements sur le sens et l'efficacité de l'action du gouvernement restent plutôt dans la fourchette haute des scores habituellement obtenus, dans un contexte de crise de résultat de l'action politique sur ces sujets.

Deux hypothèses pourraient expliquer cette légère dégradation de l'opinion sur les orientations annoncées (sans disposer à ce stade d'éléments pour favoriser l'une ou l'autre) :

- **l'effet de masse et de surprise initial**, qui conjugué au renouveau gouvernemental et au style du PM a pu provoquer un surcroît d'enthousiasme, **s'estompe peu à peu** - l'opinion retrouvant son pessimisme « habituel ».
- les contestations au sein de la gauche, qui ont pu laisser penser que **la détermination du gouvernement (et donc son efficacité)**, pourrait être altérée par le maintien des équilibres politiques.

A noter cependant que les parlementaires socialistes ayant exprimé leur opposition au plan d'économie sont jugés « dans leur rôle » par 62% des Français (68% des sympathisants PS, 69% des EELV et 81% des sympathisants Front de gauche). Les sympathisants de droite ne la jugent pas moins légitime (74% des UDI, et 57% des UMP).

2/ un plan d'économie est toujours perçu comme indispensable et urgent. Les mesures annoncées par M. Valls restent toutefois jugées inéquitables, malgré les concessions annoncées sur les petites retraites.

- **l'opinion a de toute évidence le sentiment que la situation du pays appelle des solutions d'urgence.** La mise en œuvre du plan de 50 milliards de réduction des dépenses publiques est ainsi jugée « **urgente pour le pays** » par **76%** des Français. Cette idée d'urgence est partagée par toutes les sensibilités politiques.
- pour ceux qui s'estiment suffisamment bien informés sur les mesures annoncées (soit environ 2/3 des Français), ce plan est **de plus en plus jugé « indispensable pour relancer l'économie et diminuer les déficits »** (36%, **7 points de plus** que la semaine dernière - 25% le jugent non indispensable et 39% n'ont pas assez d'éléments pour juger).

A noter que **les efforts d'explication** sur le contenu des économies et l'importance du sujet pour l'avenir du pays **commencent à porter leurs fruits** : les Français sont de plus en plus nombreux à se prononcer (+5 points) et à reconnaître leur nécessité.

Ces explications devraient être poursuivies en particulier auprès de l'électorat de gauche, légèrement moins convaincu que ce plan est indispensable (40% contre 43% chez les sympathisants UDI et UMP), mais où la conscience a rapidement augmenté (+8 points en une semaine).

- l'urgence de passer à l'action et le caractère vu comme indispensable du plan **n'empêche pas une contestation assez forte de la répartition des efforts qu'il propose.**

Seuls 9% des Français (stable par rapport à la semaine dernière) **jugent ainsi les efforts demandés équitablement répartis**, alors que 40% ne les jugent « pas du tout » équitablement répartis. Même les sympathisants PS ne sont que 16% à juger ces efforts bien répartis (soit même taux que la semaine dernière).

- **surtout, la confiance envers le gouvernement pour restaurer l'équité est faible.**

Les concessions annoncées sur les **petites retraites** sont ainsi clairement vues comme allant dans le bon sens (à 68%), mais **65% des Français ne font pas confiance au gouvernement pour faire un geste suffisant.**

Chez les **sympathisants de gauche**, la concession accordée sur les petites retraites est **particulièrement appréciée** (à 77%, dont 84% des sympathisants PS). Elle est **cependant loin d'être un blanc-seing** : 49% seulement (62% pour le PS) disent faire confiance au gouvernement pour faire un geste suffisant.

- la possibilité de **dégeler le point d'indice des fonctionnaires si la croissance revenait** est pour sa part accueillie favorablement par 65% des Français (y compris 61% des salariés du privé, qui approuvaient massivement le gel annoncé la semaine dernière). Elle ne semble pas pour autant avoir impacté leur jugement sur la répartition des efforts demandés.

3/ dans son action contre le chômage, les Français n'ont aucune indulgence vis à vis du nouveau gouvernement.

Le jugement des Français sur la détermination du gouvernement à combattre le chômage était restée stable de l'été 2012 au début de l'année 2013 (33-36% jugeaient que le gouvernement « fait tout ce qu'il peut pour faire baisser le chômage »), avant de chuter de dix points au printemps 2013. Fin janvier 2014, alors que l'échec à inverser la courbe du chômage avait été intégré par l'opinion, seulement 25% jugeaient que le gouvernement faisait tout son possible pour combattre le chômage.

Le nouveau gouvernement démarre à ce titre très légèrement au-dessus du score de son prédécesseur, mais **ne bénéficie d'aucun état de grâce : seulement 29% jugent que le Gouvernement fait tout ce qu'il peut, dont 42% des sympathisants de gauche, et à peine une majorité des sympathisants PS (51%).**

4/ la possibilité, évoquée par Laurent Fabius, de permettre l'ouverture des magasins le dimanche dans certaines zones touristiques ou à proximité des gares ou aéroports est très bien accueillie.

73% des Français s'y déclarent favorables (68% à gauche, 78% à droite, 65% au FN). Cette approbation croissante s'inscrit dans une tendance continue, qui a vu l'approbation de l'ouverture des commerces le dimanche passer de 50% en mai 2009 à une très large majorité aujourd'hui - la gauche restant systématiquement plus réticente./. (CM/AA)